

## La théorie de la « gabegie organisée »

Sotchi ( ? ) 25 juin ( ? ) 1929<sup>1</sup>

Les formes les plus récentes du capitalisme, les changements profonds, internes, structurels, qui peuvent y être observés, en particulier la dramatique croissance de la tendance au *capitalisme d'Etat*, mettent nécessairement les théoriciens bourgeois face à de nombreux problèmes nouveaux. Pour la seconde fois dans les dix dernières années, ce qu'on appelle l'« économie liée » devient un thème d'analyse. La première fois, c'était pendant la guerre. L'intensification dramatique du rôle de l'intervention de l'Etat arrivait à sa forme la plus cohérente et, en ce sens, la plus « pure » dans l'Allemagne soumise au blocus. L'économie y était transformée en économie capitaliste *planifiée militaire* isolée, et fournissait la base d'un grand nombre de travaux théoriques consacrés à l'analyse d'une telle forme économique. Aujourd'hui le capitalisme d'Etat grandit sur une nouvelle base. Dans un certain sens, toutes réserves faites sur la nature relative de l'analogie, on peut dire que le *capitalisme d'Etat* contemporain, dans les pays capitalistes « avancés », est comparable au capitalisme d'Etat de 1914-18 de la même manière que le système contemporain de l'économie socialiste croissante de l'URSS, qui est planifié en ses points essentiels, est comparable à l'économie dite du communisme de guerre. Il y a naturellement une *certaine* continuité dans ces deux progressions parallèles. Néanmoins il est important de souligner la différence de principe entre des systèmes d'économie militarisés (le capitalisme d'Etat de guerre dans les pays de dictature bourgeoise, et le communisme de guerre sous la dictature du prolétariat) et des systèmes économiques « pacifiques » (le capitalisme d'Etat et le socialisme qui est en construction sur la base de la « Nouvelle Politique Economique »). Les systèmes de guerre étaient orientés vers la *consommation* — mais pas dans le sens de l'économie socialiste « normale », qui est orientée vers la satisfaction de la demande des masses et non vers la « recherche du profit » capitaliste ou selon le principe capitaliste de la « production pour la production ». Les économies de guerre étaient orientées, en premier lieu, vers une forme de consommation spécifique et particulière, à savoir la consommation militaire principalement improductive destinée à « assurer la satisfaction des besoins de la guerre ». Deuxièmement, il s'agissait de la question de la consommation à relativement *court terme*, pas de la consommation de masse qui s'accroît sans cesse. En troisième lieu, et pour les raisons vues ci-dessus, la question était principalement de consommer rationnellement une « offre de biens donnée ». En quatrième lieu, et précisément parce que le problème de « dévorer rationnellement » des biens était à court terme, la consommation se faisait *aux dépens et au détriment* de la production, et par conséquent au *détriment du développement à long terme* de la consommation. Ainsi, le système du capitalisme d'Etat de guerre supprimait les stimulants de la production capitaliste, et le système du communisme de guerre supprimait les stimulants du producteur de simples marchandises et même, jusqu'à un certain point, les stimulants productifs du secteur socialiste, qui ne pouvait pas être suffisamment « en relation », *au-delà* de certaines limites, avec le petit producteur de marchandise, ou le paysan. L'économie capitaliste entraîne une « production pour la production » qui, dans une certaine mesure, signifie une production *aux dépens de la consommation*. L'économie capitaliste de guerre entraîne une production *aux dépens de la production* (et, dans la sphère de la consommation, une consommation militaire aux dépens de la consommation de masse). Une économie socialiste entraîne une production *pour* la consommation, et le développement de la consommation de masse donne un puissant élan au développement de la production. L'économie *capitaliste*, précisément parce qu'elle incarne le principe de la « production pour la production », agit en fin de compte comme un *frein* au développement de la production (considérez, par exemple, les bas salaires et, en conséquence, un bas niveau de la consommation de masse qui entrave le progrès technique ; on sait bien qu'avec de bas salaires certaines machines nouvelles et techniquement avancées ne sont pas « rentables »). Du fait même qu'elle doit s'orienter vers la satisfaction des besoins croissants des masses, une économie *socialiste* est plus avancée en termes de développement. Les systèmes d'économie de guerre du capitalisme et du socialisme sont, bien sûr, diamétralement et fatalement opposés l'un à l'autre par leurs objectifs de classe et parce que leur signification historique est complètement différente. Mais ils sont aussi semblables, en ceci que la consommation *militaire* et sa rationalisation viennent au premier plan dans les deux cas, y compris aux dépens de la production. Finalement, le « second tour » de la vague capitaliste d'Etat diffère de son premier tour « militaire ». De même les problèmes théoriques qui ressortent maintenant sont différents de ceux de la période des économies de guerre. *Dans les pays capitalistes la question n'est plus celle d'une théorie de l'économie planifiée dans une forteresse assiégée* (le « capitalisme d'Etat de guerre »), mais concerne l'analyse des tendances vers le *capitalisme d'Etat qui se développe dans un système capitaliste « normal »*.

Dans notre article traitant de certains problèmes théoriques du capitalisme contemporain<sup>2</sup>, nous avons déjà noté que les idéologues bourgeois modernes évitent à tout prix une analyse des contradictions *mondiales* du système capitaliste, du problème des conflits internationaux, des guerres impérialistes, etc. Ce sont là des phénomènes extrêmement intéressants qui sont profondément enracinés dans le développement objectif de l'économie capitaliste contemporaine, dont la nature anarchique plane sur les principales relations économiques *internationales*. Les problèmes du marché, des prix, de la concurrence et des crises deviennent de plus en plus des problèmes de l'économie *mondiale*,

---

1 Publié dans la *Pravda* du 30 juin 1929. D'après la traduction anglaise donnée par Richard B. Day dans N. I. Bukharin, *Selected Writings on the State and the Transition to Socialism*, 1982, corrigée à l'aide du texte russe. WH 1633 et 1665.

2 Cf. *Pravda*, 26 mai 1929 [NDE].

tout en étant remplacés dans chaque « pays » par le problème de l'*organisation*. Les blessures les plus douloureuses et les plus sanglantes du capitalisme, ses contradictions les plus criantes, se développent précisément là, sur le « champ de bataille » mondial. Le problème de tous les problèmes, ce que l'on appelle la « question sociale », le problème des relations de classes et de la lutte de classes, est lui-même étroitement lié à la position de chacun des pays capitalistes sur le *marché mondial*. Mais la pensée théorique bourgeoise continue d'être *apologétique*, ce qui veut dire, comme l'écrivait Marx dans les *Théories sur la plus-value*, que la pensée bourgeoise ne voit que l'*unité* de la société capitaliste, pas ses *contradictions*. « Vivons dans l'instant » ; « *Carpe diem* » ; « Chaque jour est mien » : en conséquence l'analyse de base ne va pas vers une *dissection* calme et courageuse de ces contradictions, mais conduit plutôt à leur dissimulation générale<sup>3</sup>.

Ainsi, l'orientation théorique des idéologues du capitalisme les plus « optimistes » est aujourd'hui dirigée vers l'étude de ces formes les plus nouvelles sans réfléchir à leur spécificité ou à ce qui est unique dans ces formes, comme les méthodes de lutte internationale. Pour dire la même chose autrement, ils n'analysent pas les contradictions qui s'ouvrent et qui croissent encore dans le système *mondial* de l'impérialisme, là où a lieu la frénésie de l'anarchie capitaliste. Cette plate-forme « théorique » rassemble les clercs de la *science bourgeoise* qui se disent « neutres », « non partisans », « objectifs » : les *fascistes* avec leur « Etat corporatif », soi-disant au-dessus des classes, les unissant au service d'un grand « tout » national ; les *sociaux-démocrates* avec leur propagande pour la « défense de l'Etat », la « paix industrielle », la « démocratie économique », la « démocratie fonctionnelle », etc. ; les magnats « tête d'affiche » du monde capitaliste avec leur déluge de protestations à droite et à gauche qu'ils sont au « service » (« *Dienst* ») du bien du peuple, avec leur propagande renforcée sur la « communauté d'intérêt » du travail et du capital, leurs syndicats d'entreprise, leurs trucs astucieux pour payer le travail (« Mondisme », « Fordisme »), etc. Le concept général est qu'une nouvelle ère du capitalisme *organisé* est arrivée (les sociaux-démocrates, fermant les yeux sur les armements, ajoutent l'adjectif « *pacifique* ») ; le capitaliste se transforme en un fonctionnaire avec un vaste registre de services économiques ; le travailleur est supposé être intéressé à la production « commune » juste autant que son « dirigeant économique », le capitaliste ; et chacun fait sa part dans le « tout social » qui, en cas de guerre, doit être défendu par tous les moyens. La théorie de la « *Burgfrieden* » (la paix civile) est portée à son niveau le plus haut.

\* \*  
\*

Dans toute l'énorme littérature sur le sujet considéré, nous pensons nécessaire de traiter plus longuement d'un livre que nous avons déjà cité — [Hermann Bente](#), *La gabegie organisée*, sous-titré, *La forme économique d'une économie bureaucratifiée et sa transformation à l'époque du capitalisme global*<sup>4</sup>. Ce livre représente un effort pour construire une *théorie* abstraite de l'*organisation*, insistant spécialement sur la clarification de la nature des dépenses improductives qui résultent de la structure d'une « économie bureaucratifiée ». En tant que travail théorique abstrait de généralisation, c'est le premier du genre ; c'est pourquoi il nous semble que nous familiariser avec son contenu a une importance particulière.

Dans l'avant-propos de son ouvrage, l'auteur dit tout à fait directement que la transition vers le *capitalisme organisé* est la tendance caractéristique d'aujourd'hui. Cette structure est accompagnée d'une forme de « gabegie » qui semblerait être une conséquence nécessaire du principe d'organisation lui-même. Jusqu'à maintenant toutes les théories économiques ont été des théories de l'« économie ». Il est cependant facile de démontrer que la rationalité « organisationnelle » et la rationalité « économique » ne correspondent pas, exactement comme les rationalités « économiques » et « techniques », parfois, ne correspondent pas.

L'« essence » de la « gabegie » organisée consiste dans le fait que les liens organisationnels, qui doivent être des

3 Beaucoup de lecteurs seront familiers du livre réellement « courageux » de l'ingénieur Américain Stuart Chase, *The Tragedy of Waste* [La tragédie du gaspillage]. Dans ce livre Chase conclut que « La moitié, et même plus de la moitié de notre main-d'œuvre est employée en vain ; plus de la moitié de l'extraction annuelle de ressources naturelles est éparpillée inconsidérément et est perdue... Des milliards d'esclaves de l'énergie mécanique font tourner des roues inutiles, tirent des charges inutiles ». Chase soulève aussi, timidement, le problème de la guerre. Mais ses « conclusions » montrent sa façon de penser et combien il est loin de la vérité historique : le comportement de millions de gens est en question, et ce comportement ne peut être prédit que par des sorciers et des astrologues. En même temps une solution positive du problème ne se trouve pas, en général, dans l'élimination du capitalisme, mais dans le mouvement coopératif, dans le mouvement démocratique des travailleurs, dans « l'action de certains gouvernements et autorités locales, qui font des progrès dans la protection des forêts, des eaux, de la vie animale et des sols », et dans les puissantes centrales énergétiques de la Province d'Ontario. « Et nous notons » — poursuit Mr. Chase — « le clivage croissant entre les affairistes-actionnaires, comme Mr. Gary, et les affairistes-ingénieurs, comme Mr. Ford. Mr. Gary voit l'industrie d'abord comme un investissement profitable, tandis que Mr. Ford la voit en premier lieu comme des services produits sur une base équilibrée — sans perdre de vue (! N.B.) leur profit personnel. Les études de Mr. Hoover et de ses collègues ; le travail du *American Engineering Standards Committee* — le travail de l'ingénieur industriel en général — tout cela fournit la base d'un large contrôle coordonné, avec un gaspillage minimum, au moins dans les processus techniques ». (Stuart Chase, *The Tragedy of Waste*, [New York, 1930, pp. 274-279]. Et il n'y a rien à dire de plus. [note de l'auteur]

4 Dr Hermann Bente, *Organisierte Unwirtschaftlichkeit. Die ökonomische Gestalt verbeamteter Wirtschaft und ihre Wandlung im Zeitalter des gesamtwirtschaftlichen Kapitalismus*. Iena, Gustav Fischer, 1929 [note de l'auteur].

*moyens* en vue de la réalisation d'une fin économique, deviennent des *fins en eux-mêmes*.

Les formes de cette transformation varient et incluent l'égalisation (ou le nivellement) et la réduction de tâches et de *personnes* différentes qui d'un seul coup bureaucratique sont affectés d'une « valeur » égale et traités de la même façon. Les instructions, les ordres, les comptes, les rapports, et les actes de papier forment le centre de tout travail, devenant une *fin en eux-mêmes*. Dans les entreprises publiques la note de service et le formalisme jouent un rôle énorme ; dans les cartels, des entreprises aux chances de succès différentes sont considérées comme égales ; des montagnes de comptes et de rapports sont pondues ; et « fréquemment l'abus de statistiques est aussi insensé ». Les niveaux intermédiaires (« les voies hiérarchiques », « *Instanzenweg* ») deviennent extrêmement nombreux ; parfois une question devra les parcourir deux fois, le contrôle des coûts dévorant souvent tout, et tandis que la question « voyage » dans ces canaux, la tâche elle-même peut entrer dans le domaine de l'histoire (Ford). Une division du travail ossifiée (*starr*) est créée (un fonctionnaire se tient à un guichet et ne fait rien, tandis qu'à un autre guichet, « dont la spécialité est différente », il y a une « queue ») ; dans les cartels, les « quotas » (les parts de la production totale qui sont attribuées) sont ossifiés de la même façon. Le nivellement des personnes (à la fois dans les rémunérations et dans le processus de travail ; l'indifférence aux différents types de travaux) implique un traitement administratif militarisé des personnes, des contraintes sur le travail *créateur*, et des difficultés pour le remplacement (et la sélection) des dirigeants économiques. D'autre part, il n'y a pas de système de rétributions adéquatement différenciées : « Les cartels utilisent habituellement une méthode unique... les usines (*Werke*) qui dépassent leur quota de production doivent payer une amende qui va profiter principalement aux membres du cartel qui n'ont pas rempli leur quota » (p. 32). Certaines *méthodes d'organisation* font partie de ces moyens organisationnels qui se convertissent en fins pour eux-mêmes. Dans la mesure où l'organisation économique n'est pas orientée vers la valeur (et Bente tient la valeur pour un concept plus large qu'habituellement, c'est à dire le « but des buts » par contraste avec le moyen qui est, pour ainsi dire, un « but intermédiaire » - N. B.) tous... les facteurs et les allocations de travail ne se distinguent que par des caractéristiques non-économiques, qui dépendent de l'orientation vers la première cible (c'est-à-dire quand le « but-moyen » premier, immédiat devient le « but des buts ». N. B.)(p. 33). Parmi les critères non-économiques d'un système de gabegie organisée on doit inclure l'importance démesurée de la grandeur physique comme principe de classification : au lieu d'un calcul économique, apparaît un « regroupement des choses selon leur grandeur dans l'espace ou le temps ». Quelques exemples : la sous-estimation du travail scientifique et la sur-estimation du travail mécanique — car ce dernier est mesuré par des « quantités », des « nombres », des « masses » (« *Menge* ») ; l'incompréhension de la nature qualitative des fonctions créatrices. Des personnes « avec des diplômes » arrivent au premier plan, la « bureaucratie scientifique » (« *Wissenschaftsbureaukratie* ») est préférée aux esprits qui posent de nouvelles questions, créent de nouveaux liens, et aux jeunes gens prompts à s'engager dans des voies nouvelles, inhabituelles. Souvent « tentent de démontrer leur importance et leur connaissance ceux qui... avec un sentiment de fragilité sublime défendent leur compétence agrandissent leur service autant qu'il est possible afin que le nombre accru de leurs subordonnés rende nécessaire une élévation de leur rang. Une telle tactique doit créer une différence (entres services) là où cela n'est pas nécessaire pour le travail »<sup>5</sup>. A l'égard des *individus*, une politique bureaucratique a une base semblable. Guillaume I<sup>er</sup> préférait de « grands » soldats, un curieux exemple. Aujourd'hui il arrive souvent que l'âge soit le critère de sélection des personnes ; ou bien les diplômes (*Scheine*) deviennent une fin en eux-mêmes, étant transformés en indicateurs formels d'une personnalité. Pour décider de la localisation des bureaux administratifs, ce n'est pas la commodité du public qui compte, ou ce qui est convenable pour l'entreprise ; le facteur décisif... est le rang (la « position », le « grade ». N. B.) de l'individu pour qui l'arrangement a été fait, sa relation avec la hiérarchie. « Un bureau séparé cesse d'être un lieu où un homme très occupé peut travailler tranquillement et devient une marque de distinction pour la personne qui déménage » (Gablentz) : ainsi, il est normal qu'un bureau soit situé dans un étage inférieur, tandis qu'un public innombrable court en haut et en bas, perdant énormément de temps (la circulation elle-même en est ralentie).

Finalement, parmi les indications que les moyens deviennent une fin en eux-mêmes, il y a la primauté de la « forme » et de l'« affaire » (au sens bureaucratique du mot). « Partout où l'aspect formel (*das Formale*) prévaut sur l'aspect matériel, la lettre sur l'esprit, les ordres sur l'action, la loi sur la vie, alors commence la perversion (*Lebenswidrig*) des relations » (p. 38). *Fiat justitia, pereat mundus* (que justice soit faite, le monde dût-il périr). Un bureaucrate pense que l'essence de tout son travail est de « faire entrer de force tous les aspects et tous les rapports de la vie sociale et même, si possible, de la vie personnelle dans des formules précises, des instructions et des paragraphes... Pour lui, toute compréhension de la valeur du temps disparaît » (p. 148). Un « ordre » ossifié et sans vie devient la mesure prédominante ; la nécessaire division du travail est remplacée par le refus bureaucratique d'entreprendre toute action qui n'est pas « sienne » ; le but de la politique personnelle n'est pas tant de « mettre un fonctionnaire efficace au bon endroit » que d'encourager les gens qui ne perturberont pas l'entreprise ; « la discipline devient une fin en elle-même » (p. 39) ; et les personnes qui cherchent à réformer ne sont jamais admises. Un tel état de choses — qui est typique du « capitalisme tardif » — fait monter une menace mortelle. De façon caractéristique un bureaucrate et sa sphère de travail sont en dehors de la lutte économique : « on définit le bureaucrate par la sûreté de sa position, et son travail par son caractère monopoliste » (p. 40). Les « dossiers » morts, les « instructions », et les « ordres » étouffent la réalité vivante ; l'idée de « profession » est hypertrophiée (*Ueberspannung des*

5 Dr. Heinrich von d. Gablentz, « Industrielbureaukratie », *Schmollers Jahrbücher*, 50<sup>ème</sup> année, 1926, pp. 522 et suiv. , cité par Bente, p. 34. [note de l'auteur]

*Berufgedankens*) ; etc. Mohl ajoute : « L'analyse et la conduite de la vie sont trop souvent remplacées par une dépense extraordinairement gaspilleuse d'encre... de lourdeur (*Verschleppung*), par l'entravement (*Hemmung*) du travail réel et par la répression victorieuse de toute pensée montrant du génie ». Kobler note qu'un bureaucrate croit qu'on apprend seulement dans des « papiers » : « il n'a aucun respect pour l'expérience d'une autre personne ; il n'a d'estime que pour les autorités et les thèses publiées ». Telles sont les formes de la « gabegie organisée ».

Il y a trois *pré-conditions* pour ce « désordre économique » : naturelle-technique, organisationnelle et psychologique. « La cause générale du désordre économique est l'éloignement de la vie (*Lebensferne*) de ces éléments qui contribuent (au désordre, *N. B.*) : il provient d'une mise à distance croissante de la vie et disparaît quand le contact avec la vie est rétabli » (p. 44). Dans une économie on doit distinguer les deux sphères dans lesquelles agissent les personnes : le domaine des phénomènes inorganiques, qui se rapporte aux *choses*, et celui des *phénomènes vivants*, organiques. Chaque catégorie de phénomène est soumise à ses propres lois. Du côté du travail mécanique (les machines et la technique en général), rationaliser veut dire que les différences, les irrégularités, et la diversité des méthodes sont exclues et remplacées, si possible, par une uniformité plus avancée (*Gleichförmigkeit*). Du côté des *phénomènes vivants*, la loi est celle de la diversification croissante (la capitation et les formes différenciées actuelles de l'impôt, les dix commandements et les codes contemporains, le « budget » du sauvage et le budget du travailleur d'aujourd'hui). Le règne de la gabegie organisée concerne un domaine où il s'agit de l'« organisation » de choses vivantes. Un *éloignement de la vie naturelle-technique* apparaît 1) quand l'objet est détaché de la « vie » dans le temps ou dans l'espace, et 2) quand c'est essentiellement la « nature du travail ». Le premier cas se produit d'habitude quand les niveaux de responsabilité économique dirigeants sont séparés du marché : le marché doit agir sur le centre par l'intermédiaire de nombreux niveaux, et le centre, en retour, donne ses ordres à travers les liens intermédiaires. La pression de la vie (ici, le marché) « perd sa force première et ne fait pas les corrections là où elles sont nécessaires » ; cela n'affecte pas les chaînons les plus faibles, organisationnellement et techniquement, mais les entreprises ou les départements dont les dirigeants sont soit tactiquement moins souples soit plus mal lotis (p. 50). Encore plus important que *cette* forme d'« éloignement de la vie » est le cas des *monopoles* ou des entreprises dont l'*administration* est *socialisée*. Les monopoles sont capables de « travailler » tout à fait « économiquement ». Mais quand ils ont un contrôle exclusif sur le marché, il n'y a pas de stimulant contraignant à l'économie. Ils deviennent alors facilement susceptibles d'ossification et sont très enclins à développer le bureaucratisme. Une politique visant à restreindre la concurrence arrive à ce résultat. Le terrain où le désordre économique organisé est le plus florissant est celui des entreprises dont l'administration est socialisée, les institutions culturelles, etc., où l'efficacité n'est généralement pas mesurée par les *prix*. Ici, il n'y a virtuellement pas de critère économique. Enfin, nous n'oublions pas les niveaux intermédiaires *au sein de l'entreprise*, qui sont deux fois séparés de la vie, à l'intérieur de l'entreprise et par rapport au monde extérieur. Toutes ces formes d'éloignement de la vie se développent avec la concentration croissante des entreprises, avec les contraintes sur l'activité économique, avec la croissance des monopoles, etc.

Les *pré-conditions organisationnelles* de la gabegie se trouvent dans la réglementation *bureaucratique-centraliste* par laquelle la direction de l'entreprise, localisée en un point, agit par le moyen de niveaux subordonnés excessivement « contraints » (« liés » « *starrgebundene* ») et envoie des instructions que la vie contredit (p. 53). La bureaucratiation économique — tel est le destin du capitalisme. Mais on ne doit pas confondre bureaucratie et bureaucratisme ; il peut exister quelque chose comme une bureaucratie non-bureaucratique. Max Weber définit le commandement bureaucratique comme étant bureaucratique-monocratique, conduit au moyen de papiers et se distinguant par la précision, la constance, la discipline, la clarté, la fiabilité, l'intensité et l'extension du travail, qui peut s'appliquer universellement à toutes sortes de tâches, avec une perfection technique et la plus haute forme de rationalité. Ce même Max Weber, cependant, prédit un nouveau féodalisme, une léthargie économique, et ainsi de suite, comme une conséquence du développement inévitable des méthodes bureaucratiques d'administration économique. Weber confond une organisation bureaucratique administrée par des spécialistes (les fonctionnaires) avec une organisation bureaucratique où prévaut la « gabegie organisée ». Il n'est pas du tout vrai qu'une organisation *bureaucratique* soit toujours « techniquement parfaite » ; car si nous avons affaire à la perfection technique, comment pouvons nous parler de ruine, d'effondrement, etc. ?

En résumé, une organisation *bureaucratiquement* centralisée se distingue nécessairement par son éloignement de la vie. Elle repose, d'un côté, sur des « directives », et de l'autre sur des « rapports », les « directives » sont généralement basées sur les « rapports ». Sa source d'information n'est pas l'expérience vivante de la direction, mais des déclarations, des comptes et des rapports. En conséquence, les directives produites sont éloignées des « cas » individuels, vivants. Même si les directives correspondent à la vie, elles se figent dans une formule qui contredit le *flux* de la vie ; ainsi les directives sont transformées de moyens en fins pour elles-mêmes, et elles dominent les gens.

La base de la centralisation bureaucratique est la taille énorme des corps économiques, qui rend l'observation personnelle directe impossible. Mais plus les niveaux sont nombreux et plus il est difficile de mettre en mouvement toute la machine. En conséquence, il arrive qu'au-delà d'un « certain point, il est préférable de renoncer aux avantages d'une direction absolument indépendante et de remplacer les liens artificiels par des liens vivants, c'est-à-dire, de remplacer les « directives » par des personnes » (p. 55). La vie est diverse. On doit y réagir de diverses manières. Ici, la « loi du caractère unique » prévaut et s'applique à la fois à l'objet et au sujet. Cette condition signifie qu'on ne peut pas répondre à la diversité de la vie avec des « directives » stéréotypées. En même temps, « un homme nouveau a besoin de formes

nouvelles : s'il ne les crée pas, s'il se cramponne peureusement aux méthodes « éprouvées » de son prédécesseur, alors il ne deviendra jamais le chef, mais s'abaissera au niveau d'un simple administrateur... » (p. 58). « Plus il y a de directives, plus il y a de gabegie ». Selon Hebbel, des millions d'heures-hommes sont perdues chaque année à cause de lois inappropriées et d'un style bureaucratique. De tout cela découle que la centralisation a une limite et qu'une certaine indépendance doit être accordée aux subordonnés : entre des bornes déterminées, ils doivent être à la fois indépendants et responsables. Les directives du centre doivent s'en tenir à la formulation d'une tâche comme une « idée » ; l'interprétation concrète est l'affaire des niveaux inférieurs, qui agissent conformément aux conditions concrètes de la vie.

La première *pré-condition psychologique* de la « gabegie organisée » est le développement inadéquat de la façon de penser (*Gesinnung*) économique, ou d'une idéologie du pacifisme dans l'économie, la politique, la religion, etc. — un symptôme d'arriération et de manque de volonté de vivre. Aujourd'hui les gens pensent « anti-économiquement », ou « socio-politiquement » (pp. 61-62). Selon Alfred Weber, le « héros d'aujourd'hui » est un « héros en chaussure de rue », un « Philistin de métier ». La seconde pré-condition psychologique est un fétichisme des formes (ce n'est pas pour rien que l'appareil économique de l'Allemagne est peuplé d'une masse d'anciens soldats, avec leur ton de sergent-major et leur cri « Garde à vous ! »), un « fanatisme de l'ordre », une peur d'agir et de penser indépendamment, une *peur de la responsabilité* (p. 161). « Un bureaucrate [commente un autre auteur]... ne veut... rien de plus que rester couvert ; autrement, il est sous la menace du danger de perdre sa position ou d'être en butte à d'autres désagréments ».

La première des *conséquences du « désordre économique organisé »* est le *gaspillage matériel (sächliche Vergeudung)*. L'idéal technique dans le domaine de l'organisation est l'ordre maximum, comparable à l'idéal économique de l'efficacité maximum (*Leistungmaximum*). Les deux idéaux ne correspondent pas nécessairement. Dans le domaine des *prix*, ils sont coordonnés et peuvent devenir semblables. L'idéal devient l'organisation qui fournit le *même effet utile au coût le plus bas*. Mais avec la « gabegie organisée » des pertes résultent de plusieurs causes : le nivellement de différentes sortes d'activité et le gonflement de l'appareil fonctionnel ; les dépenses excessives en documents (formulaires, actes) ; le remplissage de l'entreprise par des personnels supplémentaires de chaque catégorie en les plaçant incorrectement ; la multiplication des liens dans l'appareil, l'accroissement des distances entre les niveaux, un procès de travail lent et lourd, un gaspillage de temps, une appréciation insuffisante du temps, etc. Le résultat est *l'addition des dépenses non-productives*. Le caractère spécial et unique de ces dépenses est qu'elles représentent un pur gaspillage et ne rapportent rien à personne (au contraire, par exemple, de l'addition de profit du capitaliste). Une deuxième conséquence du « désordre économique organisé » est la *distorsion des relations de travail*. Puisque le moyen devient une fin en soi, il en résulte une chaîne de relations déformées : « L'effet optimal ne détermine pas la forme de l'organisation ; c'est plutôt l'organisation qui, par sa forme, détermine jusqu'où elle satisfait les exigences économiques » (p. 75). Par exemple, les rémunérations sont données selon l'âge plutôt que selon la compétence ; quelque autre forme d'« opportunité » est substituée à ce dont les usagers ont besoin quand des bibliothèques ou des bureaux de poste sont bâtis. En bref, le peuple est au service du fonctionnaire, et non le fonctionnaire au service du peuple ; des types d'emploi redondants sont créés dans l'intérêt des individus ; et il y a des emplois parallèles et des branches d'activité hétérogènes et déconnectées à un seul et même niveau. Tous ces cas représentent des perversions de la division du travail, des dépenses supplémentaires excessives, un manque de clarté à l'égard de la différenciation des fonctions, le manque de tout sens des responsabilités, et une inaptitude à envisager l'ensemble du champ des activités — en bref, d'une part, un travail *redondant*, et de l'autre, *l'utilisation insuffisante* du travail. *Confusion personnelle-sociale dans les rangs*. Considérez le ton utilisé pour s'adresser à une autre personne. Par exemple, comparez le ton utilisé envers un client dans une boutique privée et celui qui est utilisé par un fonctionnaire. De même avec les subordonnés : ( par exemple « convocation » au lieu d'un simple coup de téléphone) ; arrogance de fonctionnaire, « esprit de caste » (p. 79). Troisième conséquence : *évolution vers la léthargie économique*. Le bureaucratisme est une artériosclérose économique, un blocage dans le système circulatoire qui apparaît généralement dans la vieillesse et qui est un précurseur de la mort. La gabegie organisée est le signe précurseur du dépérissement du capitalisme individuel, mais pas celui du capitalisme en général. Avec le bureaucratisme les capitaines de l'économie disparaissent, et l'être humain créatif avec eux, avec l'artisan, et son œuvre. Les routiniers, les nonchalants, les spécialistes, les bureaucrates purs, les sont typiques de l'époque actuelle — les spécialistes superficiels, les purs bureaucrates et les combinards (Steinhausen). Tous ces phénomènes sont des signes de *dégénérescence* (ibidem).

*Métamorphose sociale*. Le capitalisme individualiste est remplacé par l'économie collective ou capitalisme organisé, dans lequel l'élément de rationalisation universelle du procès économique (*die Vernünftigung*) est très avancé. Parmi les divers types de ce procès, on trouve en premier lieu une *dépersonnalisation des biens de consommation* (au lieu de la chaussure en général, il y a quelques types tels que la chaussure normale, la chaussure de football, de marche, etc. pour lesquels une sélection individuelle et une production de masse standardisée sont possibles simultanément). Deuxièmement, *l'organique est remplacé par l'inorganique* (l'homme est remplacé par une machine, le rythme du procès de travail devient contraint, ce qui est vivant et naturel est évacué — comparez le chauffeur au cocher). Troisièmement, l'entreprise elle-même est dépersonnalisée (grâce à la société par actions, une liberté de mouvement plus grande pour le capital, avec l'achat et la vente des actions, et une plus grande capacité d'organisation de l'ensemble de l'économie en séparant l'entreprise des personnalités créent la possibilité d'une certaine décentralisation rationnelle. Et en quatrième lieu, il y a une rationalisation (*Verstandung*) de la direction : au lieu d'un comportement intuitif, toute activité est pensée à l'avance, rationnelle et basée sur des calculs exacts. Aucun de ces changements ne veut dire que la base de l'activité

créative de l'entrepreneur a complètement disparu : car subsistent ceux qui prennent les décisions les plus hautes, qu'on dit « finales ». Mais tout le reste tombe dans la « gestion scientifique des entreprises ». Les estimations sont remplacées par des mesures (pour répartir les facteurs de production, pour utiliser les psychotechniques et dans la prévision scientifique de l'activité des affaires). D'où une tendance du développement dans laquelle la sphère de l'activité impliquant les choses « organiques » et la « vie » elle-même (*Bereich lebensgemässen Handels*) se contracte absolument, et donc réduit aussi la base de la « gabegie organisée » (p. 98). Cependant, si la sphère de cette sorte de « décision » se contracte quantitativement, elle augmente aussi qualitativement avec la croissance des monopoles, etc. Là, les dirigeants économiques prennent une importance économique générale, l'importance de chaque erreur devient colossale et le problème de la direction *devient le problème central*.

Ce problème doit se résoudre dans une construction organique de la gestion et de la direction. Une gestion égalitaro-démocratique est anti-économique : elle conduit inévitablement à un type de direction centraliste-bureaucratique. La collégialité produit une gêne et une perte générale de vitesse : elle crée des difficultés pour prendre des décisions rapides et justes. La forme d'activité la plus convenable doit être guidée « par une seule idée jusqu'à l'unité intégrale, à travers la variété sans fin de ses formes ». Telle est l'essence d'une construction organique. « Au lieu de l'organisation centralisée, qui marche avec des instructions », on a besoin de construire une organisation où « l'homme vivant se chargera lui-même de donner les directions ». « La décision est prise par un système de direction qui est construit hiérarchiquement (*randordnungsmässige Aufbau der Entscheidungsgewalt*), c'est à dire construit de telle sorte que chaque volonté voit garantie sa propre sphère de liberté et les volontés qui décident sont stratifiées progressivement, l'une au-dessus de l'autre, de telle sorte qu'elles sont coordonnées, comme une pyramide, en une seule volonté supérieure » (p. 105). Le résultat, dans ce cas, sera l'auto-gestion du tout par ses parties : chaque centre autonome est libre dans la sélection des formes de son activité et relié aux autres centres par *l'idée* de la tâche qui a été posée. « La coordination par l'idée prévient la dégénérescence anarchique ; la liberté de forme prévient la régénération de la bureaucratie ». Selon Peters, ce type d'organisation (qui est souvent interprété à tort comme une décentralisation) est une excellente protection contre le bureaucratisme : il rapproche le citoyen de l'appareil ; il réduit le risque de surcharger le centre de travaux de détail ; et il élimine délais et ralentissements dans le déroulement du travail, de même qu'il encourage simultanément l'initiative et le sens de la responsabilité.

*Les idéologues économiques d'une économie capitaliste collective* distinguent le système à la fois du capitalisme « libre » et de la période de dessèchement du capitalisme, celle où la « gabegie organisée » atteint son maximum. « A la place du principe individualiste, émerge ici le principe social-économique » (p. 114). A cet égard, on dit que survient un changement *qualitatif*, pas seulement *quantitatif*. L'objectif immédiat devient le bien social. Le principe de Ford est « des prix bas, de hauts salaires et des profits supérieurs ». « Dans la mesure où l'idée gagne que le profit s'accroît avec un service plus parfait pour la société, et pas simplement comme un résultat du mécanisme indépendant et sans vie de l'offre et de la demande, le marchand calculateur et les travailleurs qui luttent sur les salaires, deviennent des producteurs créatifs » (p. 115). Moritz Bonn parle de la transformation de la civilisation américaine en une civilisation « altruiste-sociale » (p. 172). Une telle transformation implique la conversion de la lutte pour le profit en un service (« *Dienst* ») pour la « totalité » sociale et d'énormes conséquences. Une fois de plus les « choses » deviennent un « moyen » plutôt qu'une fin, l'idée hypertrophiée d'une profession s'éteint, une morale « complète » remplace la morale économique formelle, et un changement décisif se produit dans les relations de classe :

*Il en résultera peut-être un changement de direction dans la lutte des classes. La lutte contre les « capitalistes », en tant que propriétaires du capital, perdra son sens puisque le capital devient une composante d'un appareil globalement dépersonnalisé et que le revenu du capitaliste est presque entièrement réinvesti. Alors la question du sens de l'économie nationale consistera en la gestion de la production (du capital) ; par conséquent propriété privée et propriété sociale seront traitées de la même manière. Sous le drapeau des deux titres de propriété, il est possible d'avoir un usage du capital soit économique, soit non-économique — à cet égard les formes légales n'accordent aucun privilège. D'un point de vue économique rationnel, c'est le gaspillage résultant de la consommation personnelle du capitaliste qui est nuisible. Mais, indépendamment de la quantité de plaisir qu'on en tire et des extravagances qu'elle autorise, cette forme de gaspillage est difficilement comparable aux dégâts qui sont causés chaque jour par des bureaucrates et des fonctionnaires économiques tout à fait honnêtes et consciencieux. Quand ces personnes sont placées au mauvais endroit, elles ne travaillent pas seulement elles-mêmes non-économiquement, elles forcent aussi les autres à faire de même. (p. 119)*

Ainsi, la lutte des classes est une « bagatelle », comparée à la lutte contre le *gaspillage* et la *gabegie*.

Cette dernière lutte sera facilitée par une « science économique organique » dont le rôle est de créer un « système *social* d'économie nationale ».

\* \* \*

Tels sont les concepts théoriques de Bente. Comme le lecteur l'a probablement déjà observé, ces concepts théoriques forment un curieux enchevêtrement de positions correctes et originales avec une bêtise apologétique béante. Une bêtise d'autant plus évidente que l'auteur se tourne vers les questions de principe. A ce propos, nous découvrons

avec une clarté remarquable le caractère unique spécifique de la pensée bourgeoise, qui n'est pas capable de dépasser la vision du monde capitaliste et qui crée (pour elle-même et pour les autres) mille et une illusions dont les implications sociales sont inévitablement *anti-socialistes* et donc *contre-révolutionnaires*.

Nous commencerons notre critique de la théorie de Bente par sa position philosophique, que nous avons presque ignorée en discutant son travail. Beaucoup plus que d'autres écrivains, Bente reconnaît personnellement le conditionnement social de tout le courant « organisationnel » dans la pensée bourgeoise contemporaine. De plus, il voit clairement le lien entre la fin du capitalisme individualiste et la fin de la méthodologie individualiste en science économique. Il formule ce lien précisément, clairement et il le souligne. Il arrive ainsi à une conclusion correcte, à savoir que l'analyse doit être orientée vers la « totalité » (i. e. , doit avoir une méthodologie sociale en arrière plan) et n'a rien à faire avec les Robinson Crusoe de l'ancien style. Mais à cet égard il s'en remet à la théorie *vitaliste* et profondément idéaliste de Driesch. Pour Driesch, le concept de « totalité » (*Ganzheit*) est le concept de base d'une progression organique dans laquelle une forme spéciale de causalité correspond à une nature animée, c'est-à-dire la « causalité de la totalité ». Un agent spécial, l'« *entéléchie* » aristotélicienne, donne un « but et une direction » à la vie ; le corps est dirigé par la « psychologie », etc. Par essence, cet agent mystérieux, cette « force vitale » métaphysique, transforme la causalité en téléologie ; et la spécificité unique de la progression de la vie devient une séparation de principe entre le monde organique et le reste de la nature. Autrement dit, un trait *relatif* du monde organique est transformé en un trait *absolu*, et on lâche la bride aux inepties métaphysico-idéalistes et religieuses. En réalité, l'idée de « tout » est une idée universelle, car l'étude de tout *système* présuppose non seulement une analyse de ses parties, mais aussi une étude synthétique de l'ensemble : les lois spécifiques du tout *ne peuvent pas être reconnues « par parties »*. Comme pour les traits spécifiques de la progression organique, on peut reconnaître cela sans accepter nécessairement le point de vue vitaliste. Dans l'ensemble, Bente se tient sur une position d'idéalisme métaphysique. Mais ici notre auteur se trouve lui-même en quelque difficulté. Il joue avec le besoin de souligner l'*unicité qualitative* d'une série vitale, ou de l'« organique ». Mais pourquoi ne poursuit-il pas *plus loin* cette pensée essentiellement correcte (même si elle est interprétée incorrectement de manière vitaliste) ? Pourquoi s'arrête-t-il à mi-chemin, sans souligner l'unicité qualitative des phénomènes *sociaux* (sociologiques) ? Après tout, la société humaine n'est pas simplement une des « formes » de la vie, elle a ses propres traits spécifiques. Nous arrivons ici au noyau de classe de la construction d'ensemble de Bente. A la base de sa théorie, il y a une théorie organique rénovée et restaurée à la fois de la *société* et de l'économie. Cependant le « raisonnement » de la théorie organique se trouve dans le fait qu'en raison de ses analogies entre, d'un côté, différents groupes sociaux et leurs fonctions sociales et, de l'autre côté, des organes corporels et leurs fonctions, elle propage l'opinion que les changements révolutionnaires de la structure sociale sont en principe impossibles : tout comme les mains ne peuvent pas remplacer le cerveau, le prolétariat ne peut pas recevoir le pouvoir sur la société. L'idéologue bourgeois choisit de ne voir ni la spécificité des phénomènes sociaux, ni — et cela est même encore plus vrai — la spécificité des formes socio-historiques. Qui plus est, beaucoup de fonctions sociales peuvent « s'évanouir » entièrement — par exemple la fonction d'exploitation, la fonction de gestion des personnels, etc. L'idée de *rang* n'est en aucune façon universelle, ni celle de hiérarchie sociale ; ces idées sont condamnées à être mises au rebut. D'autre part beaucoup des fonctions du travail social qui ont été jusqu'ici les plus importantes sont en train de se détacher de *groupes de personnes* spécifiques ; nous nous attendons à ce que, sous le communisme, seront éliminés non seulement l'antithèse entre la ville et la campagne, mais aussi l'ensemble de la division sociale du travail. Ce changement ne veut pas dire que ne sera plus produit qu'un seul produit, effroyablement uniforme, ou que les différentes branches de la production seront éliminées ; il signifie simplement qu'un type donné de travail ne sera pas associé pour toujours aux mêmes groupes de personnes ou, plus précisément, que les personnes ne seront plus, comme les forçats avec leurs brouettes, attachés pour leur vie entière à une seule et même forme de travail. Tout cela ne cadre aucunement avec la théorie organique. Et c'est précisément à cause de cette incompatibilité qu'Hermann Bente prend la théorie organique comme sa base méthodologique. C'est ce qui s'exprime dans beaucoup des plus importantes conclusions du travail dont nous rendons compte.

Si les classes sont semblables à des organes corporels, alors le problème de la révolution n'a plus de sens. Sur ce point Bente donne son pronostic : ce n'est pas le capitalisme qui se meurt, mais seulement sa croûte individualiste, sa forme ancienne et périmée, qui est remplacée par l'« économie collective » du capitalisme. Laissons de côté le fait extraordinaire et essentiel que l'auteur contourne « délicatement » les contradictions les plus importantes propres au capitalisme en tant que tel. Même du point de vue organique de l'auteur, les pièces ne s'ajustent pas ensemble. Après tout, la « gabegie organisée » n'est pas une catégorie du capitalisme individualiste ; il résulte du principe même de l'organisation, c'est-à-dire, pour utiliser les termes de Bente, de *la transition* vers l'« économie collective » du capitalisme. Une critique du monopole est compréhensible du point de vue de la concurrence. Le mal principal est qu'avec la croissance du monopole, l'« aiguillon de la concurrence » disparaît ainsi que le stimulant de l'activité économique du capitaliste — la léthargie économique menace. Mais alors comment est-il possible de réveiller les gens de leur léthargie ? Bente écrit quelque part que la concurrence *persiste* entre les branches de la production. Et qu'en est-il de la concentration verticale ? Et des combinats ? Et où la concurrence persiste-t-elle le plus souvent ? Nous avons déjà abordé cette question plus haut : elle se développe avec une force particulière sur le *marché* mondial. Mais la concurrence sur le marché mondial, c'est la *guerre* — par conséquent, Bente fuit le problème comme le diable fuit l'encens. Pour lui les contradictions de l'économie mondiale n'existent pas, le problème de l'impérialisme n'existe pas, le problème de la guerre n'existe pas. Comment pourrait-on espérer qu'il traite du problème de la révolution ?

D'autre part, même si la « perfection » avait été accomplie et si le « capitalisme organisé » était devenu une réalité à cent pour cent (la chose est impossible, mais nous la supposons afin de battre Bente avec ses propres armes), comment ces choses se tiendraient alors avec les forces motrices de l'économie capitaliste ? Dans ce cas la concurrence disparaîtrait. *Aujourd'hui* les phénomènes de pourriture, qui sont évidents et signalés par Bente lui-même, sont paralysés par la concurrence *internationale*. Le pays présentant la plus grande organisation (et aussi bien, selon Bente, le plus grand bureaucratisme) est l'Allemagne. Des records mondiaux de rationalisation sont établis en Allemagne parce que le pays est frappé par le fouet cruel de concurrence internationale. Un monopole universel qui effacerait l'« aiguillon de la concurrence » conduirait à une dégénérescence parasitique sur une énorme échelle. Ce résultat se déduit des prémisses mêmes de l'auteur. Le *socialisme* représente la solution. Le socialisme prolonge la tendance organisationnelle à un rythme rapide (mais avec un sens de classe différent et *son propre chemin*). Le socialisme inocule à toute l'activité économique la puissante impulsion de *la croissance de la consommation de masse*. L'ensemble de l'économie commence à adopter une nouvelle orientation. La stimulation vient des masses, qui veulent et doivent pouvoir vivre mieux ; les masses exercent une pression systématique ; la « maudite insuffisance de la demande » des capitalistes est totalement éliminée : ces forces font plus que compenser le fouet de la concurrence capitaliste et représentent la garantie fondamentale contre la dégénérescence bureaucratique des cadres. Mais c'est ce que le *socialisme* accomplit. Qu'en est-il du capitalisme ? Comment remplace-t-il le fouet de la concurrence ? Il ne le remplace pas.

Mais s'il n'y a pas de remplacement « réel », il y a toujours la possibilité d'un remplacement « idéal » sous la forme d'une utopie capitaliste contre-révolutionnaire. En vérité, l'organisation universelle du capitalisme (ou ce qui est l'essence de l'ultra-impérialisme) est elle-même une utopie. Mais un capitalisme organisé et non déclinant est une utopie à la puissance deux. Bente construit une telle utopie, basée une fois de plus sur la théorie « organique », quand il décrit l'idylle sentimentale du capitaliste qui sert la société et le bien du peuple tout en se souvenant de ses propres poches, et du travailleur qui déborde d'amour pour un « dirigeant économique » conduisant scientifiquement l'ensemble de la société vers la prospérité et le progrès.

Comme bon nombre d'autres auteurs, Bente porte aux nues les relations à l'américaine. En Amérique les idéaux sacrés règnent, sans lutte de classes ; M. Ford et ses semblables sont l'incarnation du principe « social ». Sur ce point Bente se contredit lui-même, car c'est lui qui déclarait que la « politique sociale » était une affaire anti-économique. Mais nous ne mentionnons ce fait qu'en passant, car il n'est pas essentiel. Ce qui est essentiel, en premier lieu, c'est l'absence de correspondance entre cette représentation et les faits élémentaires (la stagnation des salaires, la consommation rapace de la force de travail, un chômage énorme, du travail non qualifié, etc.). Le second fait essentiel est que l'auteur ne comprend pas le rôle *spécial* des Etats Unis (leur position monopoliste, leur technologie la plus avancée, leurs superprofits et la nature exceptionnelle de toute la situation). Les capitalistes américains paient des salaires plus élevés, mais ils reçoivent des *profits encore plus hauts*. La « tranquillité » *relative* des Etats Unis est l'effet de la position ultra-monopoliste du pays. Citer cet exemple pour « réfuter » la théorie de la lutte des classes est à peu près aussi intelligent que citer l'exemple du vieux [trade unionisme] à l'époque du monopole mondial de l'Angleterre. Formulons directement la question : ou bien Bente pense que le « capitalisme organisé » élimine l'exploitation — dans ce cas comment peut-il être un *capitalisme* ? (et Bente souligne fortement que c'est du capitalisme, un fait qui le rend plus crédible que les sociaux-démocrates) — ou bien l'exploitation n'est pas éliminée — dans ce cas le problème de la lutte des classes, avec toutes ses conséquences, persiste aussi.

L'auteur essaie d'éviter cette formulation de la question en la remplaçant par un argument vraiment risible : le capitaliste investit plus qu'il consomme. Mais ce n'est en rien un phénomène nouveau. Les capitalistes puritains bigots « accumulaient » une portion encore plus grande de leur revenu, et étaient aussi pieux que prêteurs de billets, sans cesser d'être des capitalistes et sans dépasser la contradiction entre leur position et celle des travailleurs.

La force de l'argument de Bente, cependant, est que lorsque le capitaliste (ou le « capitaliste collectif ») « mange » moins et fournit une bonne « direction », avec la perspective d'une direction encore meilleure, il n'y a pas de raison pour que les travailleurs ne soient pas amenés à rendre permanent un si excellent état des choses. Ne vaudrait-il pas mieux diriger leur attention sur le combat contre les dépenses non-productives (la lutte avec le « gaspillage ») plutôt que continuer une *lutte des classes* « inutile », « insensée », etc. ?

Bien que cet argument soit en train de devenir extrêmement à la mode (il sonne « productif », il est « technologiquement progressiste », il glorifie « l'organisation », etc.) il commence avec une compréhension extrêmement *primitive* de relations sociales complexes. Ceci est vrai même si nous n'avons pas encore relevé que la consommation personnelle non-productive des classes dirigeantes et l'allocation correspondante des forces productives et des activités de production ne sont en aucune façon aussi négligeables que ce qu'imagine Bente. La question est beaucoup plus profonde que dans la conception de l'auteur de « la théorie de la gabegie ». Il s'agit (dans un grand *débat* historique) non d'une simple division statique du revenu « d'aujourd'hui », mais de *la dynamique toute entière du développement social*. Nous voulons éliminer les dépenses pour le militarisme et les guerres, mais il est *impossible* de le faire sous le capitalisme ; nous voulons éliminer la sous-consommation systématique des masses, mais cela, aussi, est *impossible* sous le capitalisme ; nous voulons faire du développement de la consommation de masse le principe économique de base et un levier réel du développement, garantissant alors le taux de croissance économique le plus rapide possible, mais il est impossible de le faire sous le capitalisme. Une nouvelle position pour les masses travailleuses

dans le procès de production, la libération de toute l'énergie des masses, la suprématie du travail — voilà les objectifs de la classe ouvrière, et ils sont inconcevables sans le renversement du capitalisme. Et on peut continuer encore. C'est pourquoi l'opinion de Bente à propos de la liquidation de la lutte des classes, comme élément de la tendance au capitalisme d'Etat, représente le plus parfait non-sens. Mais le socialisme est une organisation du travail social plus élevée, plus productive : ce qui implique un principe d'organisation plus élevé en comparaison du capitalisme. Ainsi, lorsque le principe de la lutte contre le gaspillage est pensé jusqu'au bout, il renverse les idées capitalistes, même celles de Bente. En effet, s'il y a besoin d'une lutte radicale contre le « gaspillage » (*i.e.*, contre la consommation non-productive et les dépenses non-productives en général), alors il y a besoin de réduire au minimum la consommation personnelle non-productive des classes dirigeantes, de changer le modèle de production, d'éliminer la rente foncière et une grande partie des profits (pas seulement la part accumulée, mais aussi celle qui est consommée), d'éliminer le militarisme, d'éliminer les coûts de la concurrence, d'éliminer les barrières de la propriété privée (qui interfère avec la production), d'éliminer le monopole de l'éducation, d'offrir d'avantage de chances pour l'avancement de la masse de l'ensemble de la population laborieuse, etc. Mais tout cela ne peut s'accomplir qu'une fois le *capitalisme renversé*. Car le capitalisme, comparé au socialisme, est une *entrave* au développement social.

Pour éviter cette conclusion, Bente identifie en général les termes *capitaliste* et *économique*. Pour lui « anti-capitaliste » veut dire « anti-économique ». Sur ce point il s'empêtré encore sans espoir. Il glorifie le « capitalisme organisé », mais son critère de ce qui est « économique » est le prix de marché, qui, pour lui, représente l'alpha et l'oméga. Le problème est qu'une organisation complète élimine la catégorie de prix, et *Bente n'a jamais trouvé ni proposé un autre critère*. Une seule mesure pourrait être proposée : le travail humain. Mais alors tout le système du capitalisme organisé se révélerait immédiatement comme le type le plus élevé de système exploiteur, une chose que Bente est aussi incapable d'admettre. Ainsi il prend le marché et les prix comme ses critères en même temps qu'il les détruit. Il s'immobilise à deux doigts de la tâche qui doit être résolue. Mais cette tâche ne peut pas être résolue par les théoriciens de la bourgeoisie.

En commençant par ses positions les plus basiques Bente efface complètement la question de la lutte des classes. Battant des bras pour faire à grands traits le portrait de l'époque, il déclare :

*La rationalisation, la direction scientifique des entreprises, le principe fordiste du service social, les syndicats d'entreprise, la cartellisation nationale et internationale, l'étude de la conjoncture et la politique conjoncturelle, la dictature économique fasciste, et l'économie planifiée bolchevique — par essence tous ces phénomènes, même si c'est inconscient, sont des expressions logiques de la tendance à restreindre systématiquement toutes les dépenses non-productives d'énergie (Kraftvergeuden) et à créer du capitalisme organisé. (p. iii)*

La seule confusion qui subsiste est celle des collègues de classe de Monsieur Bente, collectivement et individuellement, qui prennent les armes contre l'« économie planifiée bolchevique » alors qu'elle n'est pas supposé être « fondamentalement » différente d'une « dictature économique fasciste » et de la suprématie des trusts capitalistes. Bente tombe lui-même dans de telles banalités théoriques parce qu'il efface aussi « constamment » le problème de la lutte des classes. À cet égard, il *sous-estime* clairement le « principe du plan » ; commentant tous les détails en relation avec le « désordre économique organisé », il n'analyse nulle part l'énorme supériorité d'une économie organisée et planifiée sur une grande échelle, contenant la société toute entière. La position hésitante de Bente sur cette question s'explique par le fait que sous le capitalisme ce qui est *réellement* possible est un « plan » hésitant. La condition préalable d'une économie socialement planifiée n'est *en fait* rien d'autre que *la dictature du prolétariat révolutionnaire*.

\* \*

\*

Bente n'est pas du tout le seul de son espèce. Une littérature semblable grandit rapidement en Europe comme en Amérique. Nous avons retenu le travail de Bente parce qu'il représente l'effort le plus constant pour généraliser et construire synthétiquement une théorie du capitalisme moderne, considéré sous l'angle de ses formes spécifiques d'organisation. Ces derniers temps la tendance vers le capitalisme d'Etat s'est une fois de plus rapidement accrue. Si ce capitalisme d'Etat représente le dernier effort pour sauver l'existence même du capitalisme d'un effondrement imminent, il est également vrai, d'autre part, que des théories comme celle de Bente sont des tentatives pour construire une base idéologique correspondante ; ces théories sont simultanément amenées à fournir à la fois des apologues du capitalisme moderne et des indicateurs professionnels pour ceux qui sont responsables en pratique de la vie économique du capitalisme. Dans ces limites, elles sont un exemple absolument clair de l'*autocritique* capitaliste et un exposé raisonnablement hardi des défauts *partiels* du système capitaliste contemporain (exemples : élucidation des problèmes de la centralisation, du bureaucratisme, etc.).

Le lecteur soviétique sera frappé par la ressemblance formelle de certains problèmes organisationnels posés et résolus par Bente et de problèmes qui sont maintenant à l'ordre du jour des Soviétiques et qui sont en train d'être résolus. Pensant à l'avenir, cependant, nous devons encore noter que les questions que Bente résout d'une manière généralement correcte ne sont pas tout à fait les mêmes chez nous. Par exemple, le problème du bureaucratisme dans

notre pays n'a pas seulement un sens « *purement organisationnel* » mais aussi un sens de *classe*, dans la mesure où il n'y a pas d'uniformité de classe dans notre appareil ; le problème de « la centralisation contre la décentralisation » et celui du bureaucratisme tournent tous les deux autour du problème des masses ; le problème de la concurrence et la lutte contre la pourriture monopoliste tournent autour de l'élévation du *niveau de vie* des masses et du problème relatif de la *concurrence socialiste*. Et nous devons encore mentionner plusieurs des plus importants problèmes impliquant la question des relations entre ville et campagne. Néanmoins, l'effort de Bente mérite notre attention : il pose le problème de *l'appareil comme un tout* dans toute son énormité. Son effort nous montre seulement jusqu'où ce problème s'est développé « pour eux ». Pour nous mêmes la pratique de la construction du socialisme soulève des problèmes analogues et le fait avec encore plus d'insistance. Pour résoudre ces problèmes nous devons commencer partout où une opportunité se présente.